

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

Colombophiles
Roubaisiens

Neubles pas que vous trouvez toujours

TOUS LES PRODUITS COLOMBOPHILES :
Dombout, Brouzet, Fiebig, etc., à la

Pharm^e du Progrès
163, Grande-Rue, 163
ROUBAIX

ABONNEMENTS.....

Nord et limitrophes.....	3 mois, 22.00;	6 mois, 40.00;	1 an, 75.00
Autres départements.....	22.00;	40.00;	75.00
Belgique et.....	22.00;	40.00;	75.00
Union Postale: Tarif A.....	35.00;	65.00;	120.00
Tarif B.....	50.00;	95.00;	180.00

RÉDACTION.....

ROUBAIX.....	63 à 71, Grande-Rue, Tél. 237.23, 237.24, 237.25.
TOURCOING.....	26 rue Carnot, Tél. 27
LILLE.....	3, rue Faidherbe, Tél. 222.51.
PARIS.....	13, boulevard des Rémois, Tél. Richelieu 03.70
MOUSCRON.....	105, rue de la Station, Tél. 2.64.

CHEQUES POSTAUX

Visitez la BELGIQUE

Cartes de Circulation de 5 et de 15 jours

des réductions sur les prix

OFFICE DES CHEQUES DE FER BELGES

14 rue de la Station - PARIS

BILLET PARISIEN

La division des néo-socialistes

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)

PARIS, 4 JUIN (MINUIT).

Il est bon de ne pas attacher aux choses plus d'importance qu'elles ne méritent. C'est pourquoi il convient de ne pas prendre trop au sérieux les appels à la révolution fasciste qui émanent, non pas des partis républicains modérés, bâtons-nous de l'écrire, mais de certains éléments de gauche. Il est certain que ces éléments jouent un rôle dans la répression sanglante des manifestations de février; leur action n'a pas cessé avec l'événement de l'Union nationale: elle est devenue seulement plus occulte, encore que des projets de dictature soient maintenant discutés ouvertement.

D'où viennent ces bruits étranges de révolution autoritaire du parti néo-socialiste qui, né de quelques mois à peine, est déchiré entre des tendances qui semblent difficilement conciliables? Ces tendances complètent parmi les meilleures et les pires et, faute de pouvoir unir le meilleur et le pire, le parti néo-socialiste donne le spectacle paradoxal d'un groupement formé pour l'action et qui se révèle incapable d'agir.

M. Renaudel, en donnant sa démission du groupe parlementaire de ce parti, a fait éclater les dissonances profondes qui caractérisent son groupe. Il a démissionné parce que ses collègues ne l'ont pas suivi dans le vote relatif à la réforme électorale. Partisan convaincu de la représentation proportionnelle, M. Renaudel s'étonne que ses amis aient pu méconnaître à ce point la lettre et l'esprit des décisions prises par leur congrès. M. Renaudel attache à son geste le sens d'une protestation contre le caractère autoritaire et les tendances de certains de ses collègues qui abandonnent l'idéal du socialisme et les voies de la démocratie.

En fait, les néo-socialistes constituent une masse informe d'hommes politiques attirés par des idées totalement différentes. M. Renaudel est de la vieille école; il ne veut ni du ridicule des uniformes, ni des méthodes fascistes. Il croit encore à la vertu du socialisme, à l'ancienne méthode qui perd ses adhérents les uns après les autres. D'autres croient — et ils ne se trompent pas — que les méthodes de gouvernement doivent être changées. Mais faute de chercher ces nouvelles méthodes dans la collaboration des classes et des partis, ils courent après l'impossible dictature de gauche, qui serait la négation même de la démocratie et de la liberté. Toutes ces influences contradictoires s'exercent sur le parti néo-socialiste et le vouent à de nouvelles déceptions. On ne saurait en tout cas croire à la possibilité pour ce parti d'entraîner les masses vers la dictature.

LETTRE DE BRUXELLES

La lutte pour ou contre le franc

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER)

BRUXELLES, 4 JUIN 1934.

La lutte est engagée par le Gouvernement contre la vie chère, pour la diminution des impôts, pour une diminution du loyer de l'argent, de façon à dégrèver l'industrie, à donner confiance aux épargnants qui, au lieu de faire circuler leurs économies, les enlèvent dans la crainte d'une nouvelle catastrophe financière. Le ministre du Travail n'hésite pas à demander aux travailleurs de participer à cette lutte économique.

Vouloir, comme les socialistes et les communistes, le maintien de la situation actuelle, alors que l'index est en baisse, c'est bloquer l'industrie et l'empêcher de lutter avec la concurrence. Or, une industrie qui ne vit pas normalement est vouée à la ruine. L'Etat pourra la soutenir artificiellement pendant un certain laps de temps, à coups de millions pris chez les contribuables. Ce ne sera qu'une vie précaire. L'industrie s'économera. Et quand il n'y a plus d'industrie, il n'y a plus de travail, il y a du chômage.

Or, il est certain que l'Etat, quelle que soit sa bonne volonté, succombe sous le poids du chômage, non pas tant à cause des frais énormes, mais à cause des abus que l'on constate dans les secours aux chômeurs.

Très loyalement, la Confédération des Syndicats chrétiens reconnaît ces abus; et elle vient d'adresser aux travailleurs un appel qui est une leçon de justice et de dignité:

« De nombreux côtés on nous signale, dit-elle, que des chômeurs préfèrent l'allocation de chômage au travail pour un salaire correspondant au salaire usuel de la région. C'est surtout à la campagne que cela se produit. Les Syndicats chrétiens condamnent nettement pareille pratique. Nos ouvriers doivent avoir assez le sentiment de leur dignité pour préférer un salaire qui leur est dû, qui assure leur indépendance et garantit leur dignité, à une allocation de chômage qui, malgré tout, revêt la forme d'une charité. Mais cet abus ne peut être déposé et combattu efficacement que si les Fonds de chômage — institutions archaïques — sont réorganisés. »

Par ailleurs, à côté de cette propagande loyale, on assiste à une campagne insidieuse menée en Bourne par des partisans de l'inflation ou de la chute du franc.

La campagne s'intensifie en vue de se débarrasser, à bon prix de titres de rente et pour ramasser au plus bas cours des titres industriels, dans l'espoir de renouveler le coup désastreux de 1926.

Dix-sept théâtres sont déjà fermés à Paris

PARIS, 4 JUIN. — A une époque de l'année où la « saison de Paris » est à peine commencée, plusieurs théâtres ont déjà effectué leur clôture annuelle. Le nombre des théâtres actuellement fermés est de dix-sept.

LES GRANDES MANŒUVRES DE BRETAGNE



L'ÉTAT-MAJOR EXAMINE LA SITUATION A LANDRESAC
Au centre, le vice-amiral DURAND-VIEL, entouré des généraux LACOMBE, SAUCEL et LAURENT. (Ph. Franco-Francia.)

A l'Association de la préfecture de police



La fête annuelle de l'Association Sportive de la Préfecture de Police s'est déroulée au Stade de Reims, en présence de M. Langens, préfet de police.

Malgré la mobilisation des troupes révolutionnaires qui tentaient de l'en empêcher et interdire l'accès de l'Hippodrome aux patriotes qui voulaient aller l'entendre,

M. Henriot a parlé à Roubaix

De multiples incidents se sont produits à quelques pas de la garde mobile qui, dépourvue d'ordres, ne put intervenir pour protéger de paisibles citoyens contre d'odieuses violences



DE HAUT EN BAS :
LE SERVICE D'ORDRE PRÈS DU MONUMENT AUX MORTS.
LES PATRIOTES MANIFESTENT EN FACE DU POSTE DE POLICE POUR RECHAMER LA LIBERTÉ DE LA RUE.
M. HENRIOT PRÉDANT SON DISCOURS.
UNE VUE DE LA SALLE DE L'HIPPODROME.

En dépit de toutes les menaces des révolutionnaires faisant cause commune avec les profiteurs, malgré les odieuses violences exercées contre des citoyens qui se rendaient paisiblement à une réunion privée, Philippe Henriot, l'admirable tribun, qui la France acclame parce qu'il est à la tête de ceux qui ont rendu l'honneur, a parlé à Roubaix.

Il a parlé avec la plus grande éloquence, avec la plus grande netteté, le plus grand courage, montrant dans quelle plate il faut porter la fer rouge.

Il a été acclamé par un vaste et frémissant auditoire d'hommes et de jeunes gens qui ont acclamé les coups pour ceux qui ont rendu l'honneur, a parlé à Roubaix.

Les conditions du plébiscite de la Sarre sont ratifiées par le Conseil de la Société des Nations

Genève, 4 juin. — Le Conseil de la S.D.N. a adopté, ce matin, à l'unanimité, le rapport et les conclusions du Comité des Trois, présidé par le baron Alois, présentant les conditions du plébiscite en Sarre, en 1935.

M. Louis Barthou, représentant de la France, a tenu à préciser le caractère et la portée des engagements intervenus et il a formulé l'espoir, malgré certains incidents relatés par la Presse, que la préparation du plébiscite se fera dans l'esprit dont témoignent le rapport et les résolutions du Conseil.

MM. Eden (Grande-Bretagne); Beck (Pologne); Castillo Najera (Mexique); Benès (Tchécoslovaquie) et Munk (Danemark), ont félicité à la fois les deux gouvernements intéressés, France et Allemagne, et les négociateurs, en particulier le président du Comité des Trois, baron Alois, pour les résultats obtenus, qui, ainsi que l'a fait remarquer en terminant le président, ont fait accomplir un nouveau pas vers la consolidation de la paix.

Les déclarations de M. Barthou

« Je tiens à dire tout d'abord, a déclaré M. Barthou, et de la façon la plus formelle que, sur la date même du plébiscite, il n'y a eu à aucun moment aucune divergence. Assurément que nous en sommes arrivés à ce point, nous nous sommes trouvés d'accord pour fixer cette échéance au premier dimanche qui suit l'expiration du délai de quinze ans à dater de l'entrée en vigueur du traité, c'est-à-dire à la date la plus rapprochée que ce traité ait permise. »

Les garanties accordées aux votants

« Il fallait, préalablement à toute décision définitive, accorder aux habitants de la Sarre — à tous les habitants — des garanties pour l'avenir, quel que fût le sort du territoire. »

« Il fallait établir sans équivoque possible que des pressions, des représailles, des discriminations ne viendraient atteindre aucun d'eux. »

Sur la grand'route de Renaix à Audenarde une auto se jette sur un arbre

Deux des occupants sont tués sur le coup. Un troisième succombe à ses blessures et l'état du quatrième est désespéré

Un grave accident s'est produit au cours de la nuit de dimanche à lundi, vers 1 h. 15, sur la grand'route de Renaix à Audenarde, aux confins des communes de Meldre et de Nukerke. Trois personnes y trouvèrent la mort tandis qu'une quatrième est dans un état désespéré.

L'automobile, une conduite intérieure, était occupée par M. Maurice Donckerwoolke, négociant en œufs et volailles, demeurant à Schoorisse; sa femme Ludovine Leuvin, 27 ans; M. Maurice Balesen, employé au greffe du Tribunal de première instance d'Audenarde, et M^{lle} Alice Papiquies, négociante, domiciliée rue Basse, à Audenarde. La voiture, qui était conduite par M^{lle} Donckerwoolke, venant de Renaix, se dirigeait vers Audenarde. Elle se trouvait à hauteur de la villa de M. P. Minne, juge de paix du canton d'Audenarde, lorsqu'elle voulut dépasser un autre automobile, suivant la même direction. Qu'arriva-t-il à ce moment ?

C'est ce que l'enquête, ouverte par la gendarmerie d'Audenarde, cherche à établir. La voiture de M. Donckerwoolke dépassa le premier véhicule, mais ne parvint pas à se redresser, et par suite du brusque coup de volant donné à gauche, alla heurter l'un des arbres bordant la route.

Sous la violence du choc, la voiture se tordit et le moteur s'enfonça à l'intérieur, le compteur kilométrique marquant 130 kilomètres. M^{lle} Donckerwoolke eut la poitrine défoncée et fut tuée sur le coup. M. Balesen, projeté hors du véhicule alla s'abîmer dans un champ situé en contre-bas de la route, et fut lui-même tué sur le coup.

Quant aux deux autres occupants, ils étaient sérieusement blessés sur tout le corps.

Le propriétaire de la voiture qui venait d'être doublée se rendit aussitôt chez M. le docteur Gilbert, de Nukerke, qui arriva immédiatement sur les lieux. Vu l'état alarmant des deux blessés, le praticien les conduisit à l'hôpital d'Audenarde.

En cours de route, M^{lle} Papiquies rendit le dernier soupir. Son corps fut conduit au dépôt mortuaire.

Lundi matin vers 7 h. 30, le Parquet d'Audenarde, représenté par M. S'Heeren, procureur du Roi; et M. Miasien, greffier, descendit sur les lieux de l'accident. Après les constatations, les cadavres des malheureuses victimes ont été transportés au dépôt mortuaire d'Audenarde.

Au cours de la matinée de très nombreux curieux, venus tant de Renaix que d'Audenarde, n'ont cessé de stationner à l'endroit où s'était produit ce terrible accident.



LA VOITURE APRÈS L'ACCIDENT (Ph. A. P.)

UNE RÉUNION D'ARCHERS A AUBERVILLIERS



Deux cents archers, venus de toutes les régions de France, ont disputé à Aubervilliers la-concours annuel de la Bouquet.